

L'émergence de l'extrême droite façonne-t-elle le positionnement des partis traditionnels sur la question migratoire ?

Anthony Edo, Thomas Renault & Jérôme Valette*

Face à la progression électorale des partis d'extrême droite, les partis traditionnels sont régulièrement accusés de durcir leur discours sur la question migratoire. L'analyse textuelle de près de 30 000 professions de foi de candidats aux élections législatives françaises entre 1968 et 1997 permet d'évaluer ce phénomène de contagion et d'en comprendre les mécanismes. À la suite de l'ascension spectaculaire de l'extrême droite dans les années 1980, portée par le Front national (FN), les candidats de la droite traditionnelle ont accru la visibilité du thème de l'immigration dans leurs discours et adopté des positions plus restrictives sur le sujet. Aucune évolution comparable n'est observée sur d'autres thèmes ou à gauche de l'échiquier politique. Ce durcissement de ton sur la question migratoire s'est révélé efficace, puisqu'il a permis à la droite de limiter les pertes électorales liées à la montée de l'extrême droite.

Présents depuis plusieurs décennies dans de nombreux pays européens, les partis d'extrême droite connaissent, depuis les années 2010, une hausse significative de leurs résultats électoraux et de leur représentation institutionnelle, portée notamment par un discours hostile à l'immigration. À titre d'exemple, le parti de Nigel Farage au Royaume-Uni (Reform UK) ou l'AfD (Alternative für Deutschland) en Allemagne, qui défendent tous deux des mesures strictes de limitation de l'immigration, ont obtenu respectivement 20,8 % et 14 % des suffrages lors des dernières élections fédérales et générales de 2024 et 2025. Parallèlement, de nombreux observateurs soulignent que les partis traditionnels de gouvernement durcissent leurs positions sur l'immigration en reprenant à leur compte des éléments rhétoriques de l'extrême droite. C'est ainsi que le Premier ministre britannique Keir Starmer a déclaré, en mai 2025, que le Royaume-Uni « risque de devenir une île d'étrangers », ou qu'en Allemagne, le leader de l'opposition Friedrich Merz a tenu des propos controversés sur l'immigration, en affirmant qu'elle « pose problème dans le paysage urbain ».

Si ce changement de discours en matière migratoire peut répondre à une demande politique des citoyens, il pourrait également relever de stratégies politiques visant à retenir, voire à attirer, un électorat tenté par un vote en faveur de l'extrême droite. Pour évaluer l'existence de tels effets de contagion et en comprendre les mécanismes, il est utile

d'étudier des périodes au cours desquelles l'extrême droite est passée d'un rôle marginal à une place centrale dans le jeu politique. Un tel basculement s'observe notamment en France dans les années 1980, période marquée par l'essor spectaculaire du FN. L'analyse textuelle des professions de foi de candidats issus des partis de la droite et de la gauche traditionnelles, au premier tour des élections législatives françaises entre 1968 et 1997, permet ainsi d'estimer l'impact de l'émergence de l'extrême droite sur le discours des partis traditionnels, en particulier sur la question migratoire. Plus qu'un simple éclairage sur l'évolution de la vie politique française depuis les années 1970, cette analyse permet de déchiffrer des contextes plus contemporains, où l'émergence de l'extrême droite dans d'autres pays pourrait conduire des acteurs politiques à ajuster leur discours sur l'immigration.

■ L'émergence de l'extrême droite dans les années 1980 : une concurrence pour la droite française

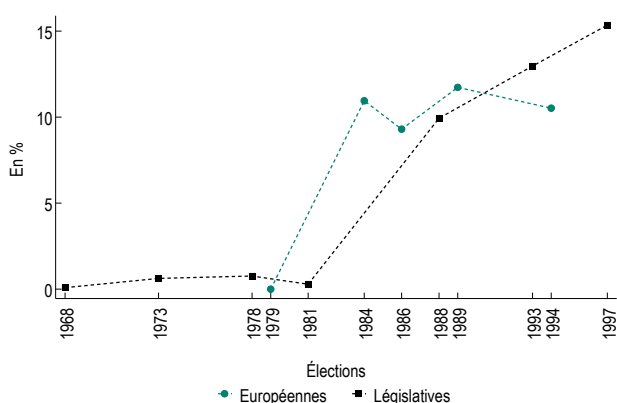
Fondé en 1972 par Jean-Marie Le Pen, le FN s'impose comme une force politique majeure au milieu des années 1980. Après des résultats électoraux limités mais notables lors des élections cantonales et

* Anthony Edo est responsable adjoint du programme « Migrations internationales » du CEPII. Thomas Renault est professeur à l'université de Paris-Saclay. Jérôme Valette est économiste au CEPII.

municipales de 1982-1983, le parti fait une percée décisive et acquiert une visibilité nationale lors des élections européennes de juin 1984, où il obtient près de 11 % des suffrages et dix sièges au Parlement européen. Cette dynamique se confirme lors des élections législatives de 1986, organisées à la proportionnelle, qui permettent au FN de remporter 35 sièges à l'Assemblée nationale¹. À la faveur de cette percée historique du FN, et en moins de vingt ans, la part des suffrages exprimés en faveur de l'ensemble des candidats d'extrême droite au niveau national passe de moins de 1 % dans les années 1970 à près de 10 % à la fin des années 1980, pour atteindre un peu plus de 15 % en 1997 (graphique 1)².

Graphique 1 – La percée de l'extrême droite dans les années 1980

Part des suffrages exprimés en faveur des partis d'extrême droite au premier tour des élections législatives et européennes



Source : Edo, Renault et Valette (2025).

La progression électorale de l'extrême droite sur la période s'est faite au détriment des candidats issus des partis de la droite traditionnelle, notamment le RPR et l'UDF. En effet, les variations entre 1968 et 1997 de la part des votes dans les suffrages exprimés au premier tour au niveau des circonscriptions législatives montrent une corrélation négative entre le vote pour l'extrême droite et celui des candidats de droite, tandis qu'aucune corrélation significative n'apparaît avec le vote de gauche³. La montée de l'extrême droite a donc réduit l'espace électoral des partis idéologiquement les plus proches, contribuant à la baisse de la part des voix obtenues par la droite au premier tour des élections législatives, passée de 42,9 % en 1981 à 36,2 % en 1997. En revanche, sur cette période, la gauche est demeurée largement à l'abri de cette nouvelle concurrence politique, en raison de sa plus grande distance idéologique avec l'extrême droite.

Ce constat confirme les résultats d'[Abou-Chadi et al. \(2022\)](#), qui montrent, sur plus de cinquante ans, que « les partis de centre droit ont perdu une part croissante de leur électorat au profit des partis

d'extrême droite ». De fait, l'émergence de l'extrême droite dans le paysage politique n'a pas les mêmes conséquences pour tous les partis traditionnels : elle renforce la concurrence à droite, tout en laissant la gauche relativement préservée de cette dynamique. Par conséquent, les partis de droite pourraient être amenés à modifier leur discours, notamment sur la question migratoire, l'un des thèmes phares de l'extrême droite, dans l'espoir de limiter leurs pertes électorales et de contenir ces transferts de voix.

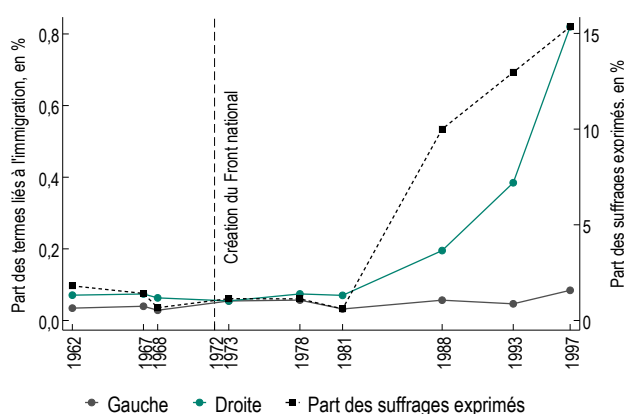
La place de la question migratoire dans les discours politiques

Afin d'analyser l'impact de l'intensification de la concurrence électorale liée à la montée de l'extrême droite sur le positionnement idéologique des candidats issus des partis traditionnels, les professions de foi du premier tour des élections législatives françaises entre 1968 et 1997 sont mobilisées⁴. Des outils récents d'analyse textuelle permettent de mesurer le positionnement politique de chaque candidat sur différents thèmes, et en particulier sur la question de l'immigration.

Au niveau national, c'est uniquement à partir des années 1980 que les candidats de droite accordent une importance accrue à la question migratoire. La part des termes liés à l'immigration dans leurs professions de foi est en effet multipliée par huit et passe de 0,1 % en 1981 à 0,8 % en 1997 (graphique 2). En revanche, les professions de foi des candidats de gauche ne présentent pas d'évolution comparable.

Graphique 2 – Marginal à gauche, le thème de l'immigration émerge dans les professions de foi des candidats de droite avec la percée électorale de l'extrême droite

Part des termes relatifs à l'immigration dans les professions de foi et part des suffrages exprimés en faveur des partis d'extrême droite au premier tour des élections législatives françaises



Source : Edo, Renault et Valette (2025).

1. L'élection législative de 1986 est exclue de l'étude, car elle se déroule au scrutin proportionnel départemental à un tour, rendant difficile une analyse au niveau des circonscriptions.

2. Avant 1972, l'extrême droite regroupe le mouvement poujadiste, l'alliance républicaine, ainsi que l'ensemble des autres candidats classés à l'extrême droite par le ministère de l'Intérieur.

3. La classification des partis repose sur les étiquettes attribuées aux candidats par le ministère de l'Intérieur. À titre d'exemple, et sur la période considérée, la gauche regroupe, entre autres, les socialistes, les communistes et les écologistes, quand la droite inclut les gaullistes et les libéraux. Les candidats d'extrême gauche et d'extrême droite sont identifiés en s'appuyant sur la classification proposée par [Pons et Tricaud \(2018\)](#). En moyenne, sur la période 1968-1997, la répartition des candidats au premier tour est de 41 % pour la gauche, 31 % pour la droite, 10 % pour l'extrême gauche, 9 % pour l'extrême droite et 9 % de candidats inclassables.

4. Voir [Gaultier-Voituriez \(2016\)](#). Comme les professions de foi des candidats ne sont pas systématiquement disponibles dans les archives électorales françaises après 1997, l'analyse ne peut pas être étendue aux années 2000. De plus, l'analyse se cantonne au premier tour des élections législatives. En effet, les professions de foi du second tour reflètent moins les positions idéologiques des candidats, car la réduction de leur nombre et la nécessité d'élargir leur électorat les conduisent à adopter des positionnements moins extrêmes ou davantage centrés sur des caractéristiques personnelles ([Le Pennec, 2024](#)). À cela s'ajoute le faible nombre de candidats d'extrême droite présents au second tour sur la période étudiée.

Le repositionnement idéologique de la droite sur la question migratoire n'apparaît donc qu'après les premiers succès électoraux du FN, alors même que les conditions semblaient réunies pour qu'il se produise dans les années 1970. Ces années sont en effet marquées par un contexte économique particulièrement défavorable (le choc pétrolier de 1973, la récession de 1975 et le million de chômeurs en 1977), ainsi que par une forte visibilité de la question migratoire dans la sphère politico-médiatique. On peut, à cet égard, citer la suspension de l'immigration de travail en 1974, la mise en place, en 1977, par Lionel Stoléru, secrétaire d'État chargé des travailleurs manuels et immigrés, d'une « aide au retour », ou l'annonce, en 1978, d'une politique de « retours forcés » (finalement abandonnée en 1979) visant à réduire la population étrangère d'au moins 100 000 personnes par an pendant cinq ans. C'est également sur cette période que le FN, lors des législatives de mars 1978, s'empare de cette question et impose sa nouvelle orientation rhétorique, soulignant les « dangers de l'immigration » à travers des slogans tels que « Un million de chômeurs, c'est un million d'immigrés de trop ! » ou « La France et les Français d'abord ! ».

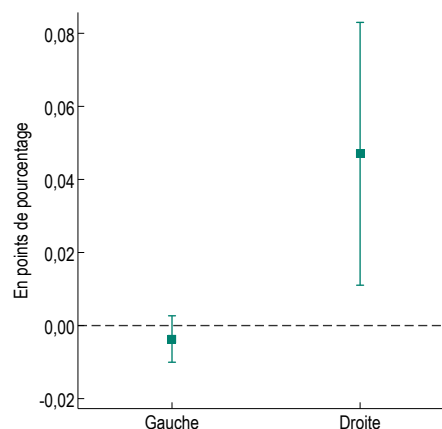
■ Un ajustement centré sur le thème de l'immigration...

L'augmentation simultanée de la place accordée à l'immigration dans les professions de foi des candidats de droite et du succès électoral du FN au niveau national pourrait résulter de phénomènes communs (économiques ou migratoires, entre autres) affectant ces deux évolutions, sans que l'une soit nécessairement la cause de l'autre. Afin de neutraliser l'influence de tels événements nationaux, susceptibles d'agir simultanément sur le positionnement idéologique des candidats (variable expliquée) et sur le vote en faveur de l'extrême droite (variable explicative), l'analyse repose exclusivement sur les variations locales (à l'échelle d'une circonscription) du succès électoral de l'extrême droite. Il s'agit alors de comparer les évolutions de la place accordée à l'immigration dans les professions de foi des partis traditionnels entre des circonscriptions présentant des degrés différents d'exposition au vote d'extrême droite, tout en neutralisant les autres évolutions économiques et migratoires locales qui pourraient influencer ces différences.

Les résultats indiquent que seuls les candidats de droite ajustent significativement leur discours en réponse à la présence et au succès électoral de l'extrême droite dans leur circonscription. Concrètement, cet ajustement se traduit par une place plus importante accordée au thème de l'immigration dans leurs professions de foi : une augmentation d'un point de pourcentage des suffrages exprimés en faveur de l'extrême droite dans une circonscription conduit à une hausse de 0,05 point de pourcentage de la part des termes liés à l'immigration dans les professions de foi des candidats de droite (graphique 3), ce qui correspond à une augmentation d'environ 17 % par rapport à la moyenne observée pour ces candidats sur la période d'analyse (0,3 %). Un tel résultat ne s'observe pas chez les candidats de gauche, dont le discours sur l'immigration demeure insensible aux performances électorales de l'extrême droite.

Graphique 3 – La progression du vote d'extrême droite pousse les candidats de droite à renforcer le thème de l'immigration, pas ceux de gauche

Effet d'une augmentation d'un point de pourcentage de la part des suffrages exprimés en faveur de l'extrême droite sur la part des termes associés à l'immigration dans les professions de foi des candidats au premier tour des élections législatives françaises entre 1968 et 1997



Notes : Les carrés représentent la valeur des coefficients estimés ; les traits verticaux, les intervalles de confiance à 95 %. Lorsque ces traits ne coupent pas l'axe des abscisses en zéro, le coefficient est statistiquement significatif.

Source : Edo, Renault et Valette (2025).

L'ajustement des candidats de droite se limite-t-il à la question migratoire, ou concerne-t-il d'autres thèmes ? Grâce à un modèle d'apprentissage supervisé (*machine learning*), il est possible d'étendre l'analyse à d'autres thèmes, comme la probabilité qu'une profession de foi traite de criminalité, d'éducation ou d'environnement (encadré 1). Le résultat est clair : l'ajustement des discours des candidats de droite se concentre exclusivement sur le thème

Encadré 1– Mesurer les thèmes politiques abordés dans les professions de foi

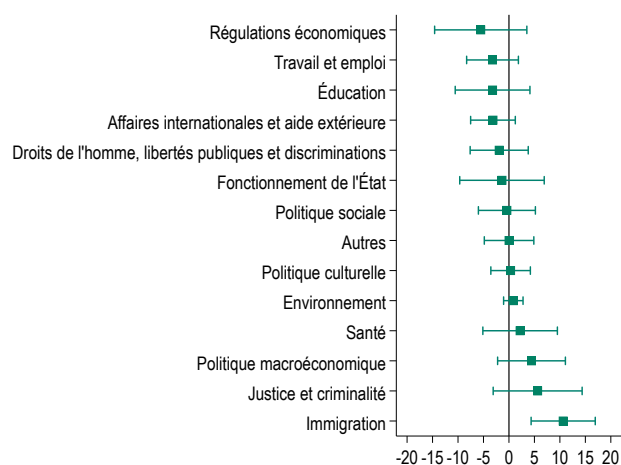
Afin d'estimer, pour chaque profession de foi, l'importance relative accordée à différents thèmes politiques, un modèle d'apprentissage supervisé est utilisé. Il s'agit d'abord d'entraîner un algorithme à reconnaître ces thèmes à partir d'un corpus de phrases provenant de projets de loi, de discours parlementaires ou d'autres professions de foi, issus de la classification du French Agendas Project (Grossman, 2019). L'ensemble de ces phrases a été préalablement annoté et classé manuellement par plusieurs spécialistes, en suivant les consignes du Comparative Agendas Project. Treize grands thèmes (plus la catégorie résiduelle « autres ») sont retenus parmi lesquels l'immigration, la santé, l'éducation ou l'environnement (voir graphique 4 pour la liste complète).

Une fois entraîné, l'algorithme est appliqué aux professions de foi étudiées et attribue à chaque phrase une probabilité d'appartenance à chacun des thèmes. Pour chaque profession de foi, l'importance d'un thème est alors mesurée par la moyenne des probabilités associées à ce thème sur l'ensemble des phrases du texte. Par construction, 14 probabilités par profession de foi (correspondant aux 13 grands thèmes plus la catégorie résiduelle) sont calculées, dont la somme est égale à 1. Ces probabilités permettent ensuite d'évaluer l'effet des performances électorales de l'extrême droite au sein d'une circonscription législative sur la probabilité qu'un candidat de droite de cette circonscription aborde le thème correspondant.

de l'immigration (graphique 4). Ainsi, les succès électoraux de l'extrême droite n'ont pas eu d'impact sur la probabilité que les candidats de droite abordent d'autres sujets que celui de l'immigration, en cohérence avec la place centrale de ce thème dans le discours de l'extrême droite des années 1980.

Graphique 4 – L'ajustement de la rhétorique des candidats de droite face à la progression du vote d'extrême droite porte uniquement sur la question migratoire

Effet d'une augmentation d'un point de pourcentage de la part des suffrages exprimés en faveur de l'extrême droite sur la probabilité que les professions de foi des candidats de droite au premier tour des élections législatives françaises entre 1968 et 1997 abordent l'un des thèmes spécifiés



Notes : Les carrés représentent la valeur des coefficients estimés qui sont standardisés pour permettre leur comparaison entre les différents thèmes. Les traits horizontaux reflètent les intervalles de confiance à 95 %. Lorsque ces traits ne coupent pas la droite verticale en zéro, le coefficient est statistiquement significatif.

Source : Edo, Renault et Valette (2025).

Face au succès électoral de l'extrême droite, les candidats de droite accordent une place plus importante à la question migratoire dans leurs discours. Pour analyser la manière dont ces derniers traitent cette question, un modèle d'intelligence artificielle est utilisé pour classer chaque phrase évoquant l'immigration

comme exprimant une position favorable, neutre ou défavorable. Ce modèle est aussi utilisé pour identifier les thèmes que les candidats choisissent de lier à la question migratoire dans leur profession de foi. Résultat : lorsque les candidats de droite sont confrontés à une progression du vote d'extrême droite dans leur circonscription, on observe un changement de ton, du neutre vers le négatif, dans leur discours sur l'immigration en cohérence avec la manière dont le FN traite de cette question. Cette nouvelle pression électorale incite également les candidats de droite à lier davantage l'immigration au thème de la délinquance et aux enjeux relatifs à l'État-providence, comme le coût des immigrés pour les finances publiques.

■ ... qui s'avère électoralement bénéfique

Face à l'émergence d'une concurrence exercée par l'extrême droite, les candidats de droite adoptent donc deux stratégies : renforcer la place de l'immigration dans leurs programmes et afficher des positions plus fermes sur le sujet. Cette approche peut être électoralement bénéfique si elle parvient à freiner le départ d'électeurs conservateurs vers l'extrême droite.

En l'occurrence, en durcissant leurs positions et en adoptant une rhétorique plus proche de celle de l'extrême droite sur l'immigration, les candidats de droite sont parvenus à limiter leurs pertes de voix. Cette stratégie politique a donc joué comme un mécanisme protecteur et s'est avérée efficace, du moins dans les premières années qui ont suivi l'émergence de l'extrême droite. Mais rien ne garantit que ces stratégies d'adaptation demeurent électoralement bénéfiques une fois l'extrême droite solidement installée dans le paysage politique. À plus long terme, les candidats qui adoptent les positions idéologiques de l'extrême droite pourraient, au contraire, contribuer à la diffusion de ses idées, renforcer ses résultats électoraux et, *in fine*, fragiliser leur famille politique.

